



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/AC.96/SR.572*
13 octobre 2003

Original: FRANÇAIS

COMITÉ EXÉCUTIF DU PROGRAMME DU HAUT-COMMISSAIRE
DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS

Cinquante-quatrième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 572^e SÉANCE
tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 30 septembre 2003, à 10 heures

Président: M. BOULGARIS (Suisse)

SOMMAIRE

DÉBAT GÉNÉRAL (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances du Comité exécutif seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

* Retirage pour raisons techniques.

La séance est ouverte à 10 h 15.

DÉBAT GÉNÉRAL (point 4 de l'ordre du jour provisoire) (*suite*)

1. M. MUTOMB MUJING (République démocratique du Congo) dit que sa délégation appuie les observations générales formulées par la délégation algérienne au nom du Groupe africain. La République démocratique du Congo sort d'une guerre atroce qui a entraîné notamment la mort de plus de 3,5 millions de personnes, des déplacements massifs de population à l'intérieur du pays et en dehors des frontières nationales, la destruction de nombreuses infrastructures de base, des massacres et des crimes contre l'humanité. La volonté unanime du peuple congolais de maintenir à tout jamais son unité et la ferme détermination de son président ont permis le succès du Dialogue intercongolais, et le processus de mise en place des institutions transitoires, conformément à l'Accord global et inclusif, se déroule normalement.
2. Le peuple et le Gouvernement congolais remercient la communauté internationale ainsi que tous les pays et peuples épris de paix et de justice pour l'aide dont ils ont bénéficié et dont ils auront encore longtemps besoin. Ils remercient en particulier tous les pays voisins qui ont ouvert leurs frontières et accueilli des réfugiés en provenance de la République démocratique du Congo. Ils saluent aussi les efforts vigoureux du HCR en général et de son bureau de Kinshasa en particulier.
3. La République démocratique du Congo est aussi un pays hospitalier qui héberge depuis de longues années de nombreux réfugiés, notamment à la suite du génocide au Rwanda. Ils sont aujourd'hui environ 360 000 qui cohabitent en parfaite harmonie avec les populations locales. Attentive à leurs conditions de vie, la République démocratique du Congo a non seulement adhéré aux instruments internationaux relatifs aux réfugiés, mais aussi adopté sa propre législation régissant leur statut. Grâce notamment à la mise en place de commissions tripartites, le rapatriement volontaire de près de 20 000 réfugiés angolais a pu commencer le 20 juin 2003. Ont également été rapatriés 58 000 réfugiés rwandais, 700 réfugiés congolais de Brazzaville et 3 000 réfugiés centrafricains. Par ailleurs, 69 000 réfugiés soudanais pourront être rapatriés si les perspectives de retour à la paix se concrétisent dans leur pays.
4. Pour sa part, la République démocratique du Congo est prête à accueillir, dès que les conditions de sécurité seront réunies, les millions de Congolais qui s'étaient réfugiés dans les pays voisins. Elle est convaincue que la solidarité sociale dans le pays facilitera leur retour et leur réinsertion, mais elle aura aussi besoin dans ce contexte d'une aide accrue de la communauté internationale en général et du HCR en particulier.
5. La République démocratique du Congo estime que la résolution du problème des réfugiés passe essentiellement par la disparition des causes qui poussent les populations à quitter leur pays, l'une des principales étant les conflits armés. Il est vrai que les réfugiés viennent essentiellement de pays en développement, mais les pays industrialisés qui produisent des armes, tous ceux qui en font le trafic et soutiennent les mouvements insurrectionnels, sont les principaux responsables de cette situation. Déterminée à vivre en harmonie avec tous ses voisins, la République démocratique du Congo appuie l'organisation d'une conférence internationale sur la sécurité et la paix dans la sous-région des Grands Lacs.

6. La République démocratique du Congo tient enfin à appeler l'attention sur le problème de la destruction de l'environnement et de l'écosystème du fait de l'hébergement de réfugiés sur des sites non préalablement préparés à cette fin. Elle compte sur la communauté internationale pour l'aider à reconstituer son environnement, pièce maîtresse de l'écosystème mondial.

7. M. NAZARI (Observateur de l'Afghanistan) rappelle certains des succès importants obtenus en Afghanistan, avec l'aide de la communauté internationale, sur la voie de la paix, de l'unité nationale, de la reconstruction et de la démocratie. Le programme de rapatriement librement consenti a facilité le retour de 2,2 millions de réfugiés afghans et environ 600 000 Afghans déplacés à l'intérieur du pays sont retournés dans leurs régions d'origine. La reconstruction, conformément au processus de Bonn, progresse malgré les actions menées par les ennemis de la paix et de la stabilité pour mettre en danger les populations. Le projet de constitution a été établi et la *Loyah Jirga* se réunira en 2003. Les préparatifs des élections nationales en 2004 ont commencé et des réfugiés pourraient y participer. Dans le domaine de la réintégration, les premières mesures ont été adoptées pour construire des logements et fournir de l'eau potable et d'autres éléments essentiels, mais cela ne suffit pas pour répondre à l'ampleur des besoins. Des dispositions ont été prises pour recenser les grands défis à relever, mais il est clair que le processus de réintégration demandera du temps et un appui soutenu de la communauté des donateurs. La Commission nationale chargée de la question des retours et ses groupes de travail ont évalué certains des obstacles aux rapatriements et des mesures devraient être prises prochainement pour les surmonter. L'appui du HCR à cet égard est vivement apprécié. Malgré tous les efforts qui ont été faits pour la reconstruction du pays et la réintégration des réfugiés et personnes déplacées, il reste encore de nombreux problèmes à régler et l'aide de la communauté internationale demeure indispensable.

8. L'Afghanistan compte sur tous ceux qui ont généreusement accueilli des réfugiés afghans au cours des 24 dernières années pour qu'ils patientent encore un peu de manière à ce que le retour des réfugiés puisse se faire de manière progressive, librement consentie et contrôlée et en fonction des capacités d'absorption du pays. Des accords tripartites ont été signés à cet égard avec un certain nombre de pays d'asile.

9. L'Afghanistan espère que la communauté internationale continuera à l'aider à faire face aux menaces des terroristes et des ennemis de la paix qui fomentent des conspirations et sèment des troubles le long des frontières sud du pays, entravant ainsi les rapatriements. Par ailleurs, il appelle l'attention des donateurs sur la nécessité d'accroître les ressources consacrées aux rapatriés et personnes déplacées.

10. Enfin, l'Afghanistan espère que le HCR continuera à faciliter le processus de rapatriement et de réintégration et, agissant en coopération avec les gouvernements et les organisations internationales, l'aidera à trouver de nouvelles solutions durables pour les réfugiés, les rapatriés et les personnes déplacées.

11. M. SJÖGREN (Suède) dit que la Suède s'associe à la déclaration faite par la présidence de l'Union européenne. Au cours de l'année écoulée, il y a eu beaucoup de nouvelles crises de réfugiés dans le monde. La situation s'est aggravée de manière dramatique au Libéria et dans les pays environnants. La Suède se félicite du rôle actif que le HCR joue pour aider les réfugiés tout en étant consciente des difficultés rencontrées du fait des problèmes de sécurité et de protection ainsi que de la précarité de la situation financière. La Suède tient à féliciter le HCR et même

l'ensemble du système des Nations Unies pour leurs efforts de préparation et de planification pour parer aux imprévus avant la guerre en Iraq. Par ailleurs, elle continue d'appuyer l'impressionnant programme de rapatriement du HCR en Afghanistan. Elle appelle les organisations internationales dont les activités sont plus axées sur le développement, le PNUD et la Banque mondiale par exemple, à coopérer avec les autorités afghanes de manière à accroître leur assistance aux zones de retour, à faciliter ainsi la réintégration et à prévenir de nouveaux exodes.

12. Sous réserve d'approbation par son Parlement, la Suède portera de 400 à 430 millions de couronnes suédoises sa contribution au budget-programme du HCR pour 2004. Au cours des dernières années, le budget-programme du HCR a été ajusté en fonction des niveaux de contribution escomptés plutôt que des besoins humanitaires fondamentaux des réfugiés, mais il reste en situation de sous-financement. Ceci a de graves effets sur l'aptitude du HCR à répondre ne serait-ce qu'aux besoins minimaux d'assistance et de protection des réfugiés dans le monde. Le financement du budget devrait relever de la responsabilité commune des membres du Comité exécutif. Le système actuel selon lequel le budget dépend d'un petit groupe de donateurs n'est ni équitable ni viable. Il faut l'améliorer afin d'assurer un financement prévisible et viable, d'un niveau qui soit à la mesure des besoins des réfugiés à l'échelle mondiale. Au cours des dernières années, les membres du Comité exécutif ont examiné divers moyens d'y arriver, mais sans résultat. La proposition la plus récente, relative à une proportion de 30 % des contributions de base, a été présentée dans le document de travail du Haut-Commissaire sur le processus «HCR 2004». La Suède note qu'il y a eu une large convergence de vues entre les principaux donateurs et les pays d'accueil en développement, mais elle regrette que d'autres n'aient même pas pu accepter la modeste proposition présentée par le Haut-Commissaire. Les débats à ce sujet doivent être poursuivis.

13. La Suède reste déterminée à contribuer activement à la mise en œuvre de l'Agenda pour la protection et se félicite des progrès déjà réalisés, surtout par le HCR. En Suède, des efforts particuliers sont faits pour trouver des solutions aux problèmes des mineurs non accompagnés qui demandent l'asile et aux violences à caractère sexuel ou fondées sur le sexe.

14. La Suède appuie l'initiative «Convention plus/Forum» et entend participer activement au processus «Convention plus». C'est un moyen important de répartir le fardeau et les responsabilités pour protéger les réfugiés et trouver des solutions durables à leurs problèmes. Il importe cependant que cela n'ait pas pour effet de saper la Convention de 1951 et son Protocole additionnel ou les normes relatives aux droits de l'homme et ne soit pas en contradiction avec ces instruments. Il ne faut pas compromettre les progrès réalisés jusqu'ici en ce qui concerne le régime international de protection. Dans cet esprit, la Suède a aussi formulé des réserves sur les propositions prévoyant le recours à des «centres d'acheminement» ou à des «zones de protection».

15. Selon la Convention de Genève, l'asile ou, au moins, le non-refoulement, est le privilège de ceux qui ont besoin d'une protection internationale. Le fait de traiter de la même façon ceux qui n'ont pas besoin de protection pourrait gravement compromettre la crédibilité et la viabilité du régime international de protection. Une politique rationnelle en matière de retour doit donc être une composante importante du régime. Par suite, la Suède se félicite de l'adoption de la conclusion du Comité exécutif sur le retour des personnes dont il s'avère qu'elles n'ont pas besoin de protection internationale.

16. La Suède appuie vigoureusement les efforts que fait le HCR, en utilisant le cadre pour les solutions durables, afin d'améliorer, au profit des réfugiés et des rapatriés, la planification stratégique avec les acteurs du développement, ceux qui fournissent une aide bilatérale et les gouvernements des pays d'accueil. Elle se félicite aussi des efforts qu'il fait avec le PNUD, la Banque mondiale et d'autres organisations pour mettre en œuvre les concepts des «4R» (rapatriement, réintégration, réhabilitation et reconstruction), d'intégration sur place et de fourniture aux réfugiés d'une aide au développement. Elle est prête à continuer d'appuyer l'idée de prendre en compte les réfugiés dans les plans de développement et donc de cibler les efforts de développement vers les réfugiés à condition que les pays bénéficiaires soient prêts de leur côté à attribuer un niveau de priorité correspondant aux réfugiés dans leurs propres plans.

17. M. BIN GHANEM (Yémen) indique que les autorités yéménites, agissant en coopération avec le HCR, ont achevé un recensement des réfugiés vivant au Yémen. Cependant, les chiffres obtenus ne sont ni précis ni définitifs parce que les réfugiés ne se sont pas tous fait inscrire et qu'ils continuent d'affluer. Le Yémen ne s'est pas contenté de donner abri et protection aux réfugiés. Il a aussi contacté les parties au conflit dans la corne de l'Afrique pour qu'elles parviennent à un règlement pacifique. Il espère que les discussions qui ont lieu à Nairobi à propos de la Somalie seront couronnées de succès afin d'assurer la paix, la sécurité, la stabilité et la démocratie dans ce pays. Il appelle enfin les donateurs à continuer de l'aider à supporter la charge de plus en plus lourde que représentent les réfugiés.

18. M. MOUESBY (Danemark) dit que sa délégation s'associe totalement à la déclaration faite par l'Italie au nom de l'Union européenne. Évoquant les lâches attaques lancées contre le personnel de l'ONU à Bagdad, il rend hommage à ceux qui servent l'ONU dans des conditions très risquées et très difficiles partout dans le monde, parmi lesquels figurent notamment des collaborateurs du HCR.

19. Le Danemark a toujours appuyé vigoureusement le HCR et continuera à verser d'importantes contributions volontaires pour lui permettre de s'acquitter de son mandat. Il est favorable à l'adoption des mesures que le Haut-Commissaire a proposées dans son rapport et qui consistent à élargir la base des donateurs du HCR, à diversifier ses sources de financement, notamment par le biais du secteur privé, à appliquer le barème des quotes-parts de l'ONU pour 30 % du budget annuel du HCR et à assurer une meilleure adéquation entre les décisions sur la taille du budget du HCR, ce que l'on attend de cet organisme et les ressources et moyens financiers disponibles. Le Comité exécutif adopte le budget et il en découle une responsabilité collective pour les États qui en sont membres.

20. Le Danemark appuie aussi la proposition de ne plus limiter dans le temps le mandat du HCR. Il n'y a en effet aucune raison de penser que les besoins humanitaires des réfugiés diminueront dans les années à venir. Il faut donc poursuivre les efforts pour mieux utiliser les ressources limitées disponibles et améliorer l'efficacité du HCR en finançant des solutions durables.

21. Premièrement, il faut ajuster soigneusement les mécanismes d'exécution. L'approche des «4R» est particulièrement bienvenue parce qu'elle met l'accent sur la nécessité d'améliorer la coopération entre les organismes de l'ONU et d'établir des liens entre la phase d'urgence et le développement, ainsi que sur le rôle que l'ONU doit jouer au niveau national. Il faut notamment aider les institutions et organisations locales à prendre la relève des organismes

des Nations Unies de manière à régler durablement les problèmes. Le Danemark appuie déjà l'initiative «4R» au Sri Lanka et est prêt à examiner les moyens de renforcer cette approche, y compris en fournissant une aide dans d'autres situations postconflituelles.

22. Deuxièmement, il faut faire davantage dans les pays qui accueillent un grand nombre de réfugiés. Plus de 70 % des réfugiés dans le monde vivent dans des pays en développement dont beaucoup appartiennent à la catégorie des pays à faible revenu en difficulté. Il faut coopérer avec les gouvernements de ces pays pour réduire les tensions, atténuer la pauvreté parmi les réfugiés et la population locale et développer les capacités des réfugiés pour préparer leur rapatriement ou leur intégration. Le Danemark fournit une aide à des pays qui ont lancé des activités à cet effet.

23. Troisièmement, il faut créer une culture de protection, comme l'a demandé le Secrétaire général. C'est l'objectif du processus «Convention plus». Le Danemark continuera à appuyer ce processus qui aidera à créer le cadre d'un système international de répartition de la charge et des responsabilités. Il faudrait le perfectionner en lançant un ou plusieurs projets pilotes sur le terrain. L'expérience qui serait ainsi acquise en ce qui concerne les meilleures pratiques pourrait être exploitée pour mettre au point des accords généraux portant par exemple sur la réinstallation, les mouvements secondaires et la fourniture aux réfugiés d'une aide au développement. La coopération interinstitutions récemment établie dans le cadre du Groupe de Genève pour les migrations est une initiative intéressante à cet égard.

24. M. KJØRVEN (Norvège) dit que les déclarations du Haut-Commissaire et du Coordonnateur des secours d'urgence montrent qu'il est important de conserver une approche globale du problème des réfugiés, qui aille de la prévention et du traitement des situations humanitaires urgentes à la promotion de solutions durables. Les efforts déployés par le Haut-Commissaire pour mettre le HCR au centre d'un système intégré de règlement des crises au sein des Nations Unies et pour mettre sur pied un véritable partenariat avec les ONG sur le terrain sont encourageants. À cet égard, il ne faut toutefois pas perdre de vue le fait que le mandat du HCR est unique et ne peut être transféré à aucun autre partenaire, aussi impliqué soit-il dans la protection.

25. En ce qui concerne la sécurité, la communauté internationale ne doit négliger aucun effort pour mettre un terme aux pratiques qui consistent à prendre délibérément pour cibles les personnels humanitaires et pour traduire en justice les auteurs de tels crimes. À cet égard, le rôle de la Cour pénale internationale prend toute son importance.

26. S'agissant de la recherche de solutions durables, la délégation norvégienne se félicite des initiatives importantes prises par le Haut-Commissaire. Les progrès réalisés en vue d'une plus grande coordination entre les organisations du système des Nations Unies sont encourageants. Toutefois, les réformes en cours au sein du système ne pourront réussir que si de nouvelles modalités et de nouveaux instruments sont adoptés en vue du financement conjoint d'un certain nombre d'organisations, dont le HCR. À cet égard, la Norvège est disposée à apporter une nouvelle contribution financière à l'initiative «4R».

27. Dans le domaine de l'aide aux réfugiés, tous les États doivent prendre leur part de responsabilité et de la charge à supporter. Les pays donateurs doivent se tenir aux engagements pris lors de la Conférence de Monterrey. Il serait très malvenu que ces pays se laissent gagner par la lassitude et abandonnent l'entretien des réfugiés aux pays d'accueil sous prétexte que

ces derniers n'ont d'autre choix que d'accueillir les réfugiés. L'opposition catégorique exprimée par certains donateurs aux propositions très modestes formulées par le Haut-Commissaire en ce qui concerne la réforme des finances du HCR est à cet égard loin d'être encourageante.

28. M. ZANDAMELA (Mozambique) dit que la demande d'assistance en faveur des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées a considérablement augmenté, comme en atteste la situation en Afrique. À cet égard, en dépit des difficultés financières auxquelles le HCR est confronté, la délégation mozambicaine demande que des efforts particuliers soient déployés pour traiter la question des programmes mis en œuvre en Afrique, qui manquent cruellement de ressources.

29. En tant que pays d'accueil, le Mozambique continuera d'honorer ses obligations dans le cadre de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967. Cela étant, la délégation mozambicaine estime que le problème des réfugiés doit être traité sur la base du partage de la charge et des responsabilités.

30. À l'heure actuelle, le Mozambique accueille plus de 9 500 réfugiés, originaires pour la plupart de la région des Grands Lacs. La situation imprévisible qui découle des déplacements secondaires des demandeurs d'asile et des réfugiés est toutefois préoccupante. Le Gouvernement mozambicain a pris des mesures énergiques pour mettre en œuvre l'Initiative de développement par l'intégration locale mais les difficultés sont grandes compte tenu des ressources limitées dont le pays dispose. Dans ce contexte, le Gouvernement mozambicain est prêt à participer à des partenariats afin d'assurer une meilleure protection et assistance aux réfugiés, et de les aider à atteindre l'autosuffisance.

31. M. KYRÖLÄINEN (Finlande) estime qu'il est évident que le problème des réfugiés ne connaîtra pas de fin. C'est pourquoi il est favorable à la suppression de la limite de temps fixée au mandat du HCR.

32. Étant l'un des principaux pays de réinstallation, la Finlande aimerait voir davantage de pays se joindre aux efforts déployés en vue de fournir des possibilités de réinstallation. La délégation finlandaise espère à cet égard que le rôle primordial de la réinstallation sera pris en compte de manière appropriée dans l'affectation des ressources. S'il est vrai que le rapatriement et le retour des réfugiés constituent d'autres solutions durables, il ne faut pas perdre de vue que la situation qui prévaut à l'issue d'un conflit est souvent très instable et caractérisée par de nouvelles poussées de violence et persécutions. C'est pourquoi les rapatriés doivent pouvoir compter sur une protection, comportant notamment un volet de surveillance de la situation des droits de l'homme, au cours de la période de transition. La délégation finlandaise se félicite des initiatives prises en la matière par le Haut-Commissaire.

33. Par ailleurs, la délégation finlandaise est favorable au renforcement de la position du HCR au sein du système des Nations Unies. En effet, le HCR a sa place dans toutes les enceintes où les affaires humanitaires et les droits de l'homme, la gestion des crises civiles ou la coordination au sein du système des Nations Unies sont évoqués.

34. La question de la protection des femmes et des enfants réfugiés contre la violence sexuelle reste importante. La délégation finlandaise espère que le HCR s'efforcera d'intégrer une démarche sexospécifique dans des activités liées à la protection. S'agissant des enfants réfugiés,

il convient de faire davantage en matière d'éducation, afin de les protéger, par exemple, du recrutement par des forces armées.

35. La délégation finlandaise appuie par ailleurs les efforts déployés par le Haut-Commissaire pour donner plus de visibilité à la question des réfugiés. La Finlande est donc favorable à la tenue de réunions ministérielles des États parties, à condition de les saisir de questions particulièrement importantes au regard des buts de la Convention. La délégation finlandaise tient également à exprimer son soutien au Haut-Commissaire en ce qui concerne l'initiative «Convention plus». Enfin, la Finlande a l'intention de rester l'un des principaux contributeurs par habitant du HCR. Consciente des difficultés de financement que rencontre le HCR, la délégation finlandaise se félicite de l'approche adoptée pour résoudre ces problèmes, notamment en élargissant l'assiette des donateurs mais tient à souligner l'importance qu'il y a, pour le HCR, à fixer des priorités dans ses activités et à s'en tenir strictement à son mandat.

36. M. CHUNG (République de Corée) appelle l'ensemble des États et des organisations internationales à proposer des mesures visant à renforcer la sécurité des personnels humanitaires qui, comme la communauté internationale a pu le constater à l'occasion de l'attentat de Bagdad, mettent leur vie en danger tous les jours.

37. Quelle que soit l'importance de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967, il apparaît clairement que ces deux instruments ne sont pas suffisants pour régler la situation actuelle des réfugiés. Il est de plus en plus nécessaire de faire le lien entre la gestion des conflits, l'assistance humanitaire et les politiques de développement. Dans ce contexte, les initiatives «HCR 2004» et «Convention plus» sont les bienvenues. Par ailleurs, la République de Corée soutient les efforts déployés par le HCR et la communauté internationale dans la recherche de solutions durables permettant un partage plus équitable de la charge et renforçant les capacités de protection des réfugiés.

38. La question du financement est également importante. En dépit des progrès réalisés en matière de gestion des ressources humaines au sein du HCR, des difficultés demeurent et la délégation de la République de Corée est favorable aux initiatives visant à élargir l'assiette des donateurs et à accroître le financement privé. En 2003, la République de Corée a contribué à hauteur de 1,1 million de dollars au budget du HCR et elle augmentera sa contribution financière au cours des années à venir.

39. Par ailleurs, comme le Haut-Commissaire l'a souligné dans sa déclaration d'ouverture, des personnes qui ne sont pas formellement reconnues comme «réfugiés» vivent toutefois dans des conditions extrêmement vulnérables, qui s'apparentent à celles que connaissent les réfugiés, et sont susceptibles d'être victimes de toute une série de violations des droits de l'homme. Protéger la vie et les droits de ces personnes n'est pas moins important que de protéger celles qui bénéficient d'un statut officiellement reconnu. Le Gouvernement de la République de Corée espère que la «Convention plus» sera conçue de manière à prendre en compte les besoins de ces personnes.

40. M. HILALE (Maroc) se félicite de l'intention du Haut-Commissaire d'organiser tous les cinq ans une réunion ministérielle des États parties. La délégation marocaine estime par ailleurs que la «Convention plus» permettra au HCR et aux États parties de mieux assumer

leurs responsabilités de gestion du phénomène des réfugiés, notamment en recourant le plus possible à des solutions durables.

41. S'agissant des problèmes de financement du HCR, la délégation marocaine appuie la demande du Haut-Commissaire en faveur d'une augmentation substantielle du budget ordinaire du HCR et est favorable à l'élargissement et à la diversification de l'assiette des contributeurs privés. Toutefois, elle reste préoccupée par les contributions liées, qui peuvent être motivées par des considérations de communication politique ou médiatique et altérer la dimension globale du problème des réfugiés. En conséquence, toutes les contributions devraient être versées dans un fonds spécial, dont l'utilisation et l'affectation devraient rester du seul ressort du HCR.

42. Enfin, la délégation marocaine soutient les initiatives visant à renforcer le partenariat du HCR avec les institutions spécialisées des Nations Unies ainsi qu'avec les ONG. Une telle collaboration institutionnelle permettra d'éviter les incohérences qui ont pu être constatées au cours des années 1980 et 1990, lorsque certains organismes ont financé des opérations violant les droits élémentaires des réfugiés.

43. M. KURTTEKIN (Turquie) se félicite du processus entamé par le HCR en vue de faire le point sur ses activités à la lumière des nouveaux défis à relever. Il s'agit là d'un exercice à la fois indispensable et délicat. Le Gouvernement turc espère que les initiatives mises sur pied à cette fin, comme le Forum et «HCR 2004», s'appuieront sur la Convention de 1951 et le Protocole de 1967 et permettront de combler les lacunes de ces deux instruments.

44. Les principes existants en matière de protection internationale sont aujourd'hui mis à mal du fait de la prépondérance des impératifs de sécurité. Depuis les attentats du 11 septembre 2001, les failles des mécanismes d'exclusion prévus dans la Convention et son Protocole sont apparues plus clairement. La délégation turque suivra avec intérêt les travaux relatifs à cette question.

45. Les États et le HCR devraient faire leur possible pour préserver le caractère exclusivement civil et humanitaire des camps et zones d'installation de réfugiés. Ils devraient en outre mettre l'accent sur la coopération internationale et le partage du fardeau et des responsabilités. Le point de vue des pays en développement accueillant de nombreux réfugiés devrait être pris en compte dans toute nouvelle approche du problème des réfugiés.

46. M. ALI (Ouganda) dit que son pays accueille actuellement 207 400 réfugiés. Près de la moitié d'entre eux vivent dans des zones d'installation en milieu rural. Il devient toutefois de plus en plus difficile de maintenir ce système, en raison de la pression foncière et de l'insuffisance des ressources destinées à financer les services de base. Faute de moyens, le Gouvernement n'a pas pu mener à bien la politique qu'il avait mise sur pied en vue de promouvoir l'autonomie des réfugiés et de prendre en compte les questions relatives aux réfugiés dans les plans de développement nationaux. C'est pourquoi il lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle appuie la mise en œuvre de cette politique.

47. De nombreux pays d'accueil, notamment en Afrique, pourraient être contraints d'adopter des mesures restrictives s'ils ne reçoivent aucunes ressources supplémentaires pour les aider à supporter le coût de la présence des réfugiés. On ne peut attendre des communautés hôtes qu'elles prennent entièrement en charge ces personnes. La seule solution reste de faire appel à la solidarité internationale et d'appliquer le principe d'un partage plus équitable du fardeau

et des responsabilités. Le Gouvernement ougandais adhère totalement au point de vue exprimé à ce sujet par le Groupe africain lors de la première session du Forum.

48. M^{me} FORERO UCROS (Colombie) dit que la délégation colombienne a écouté avec beaucoup d'intérêt la déclaration du Haut-Commissaire, prenant note en particulier des mesures prises ou envisagées par le HCR pour garantir le respect des droits fondamentaux des réfugiés, empêcher les rapatriements forcés et permettre le retour des réfugiés dans leur pays dans les conditions de sécurité et de dignité voulues. Face aux nouveaux défis découlant des conflits internes, du terrorisme et de la montée de la violence, il apparaît indispensable de mener une action concertée et de renforcer la coopération bilatérale et interinstitutionnelle, en particulier dans le domaine humanitaire. L'objectif final en matière de protection internationale doit être la recherche de solutions durables reposant sur le rapatriement librement consenti et la réinstallation.

49. Certains dispositifs ont été mis en place en Colombie avec l'appui du HCR pour faciliter le rapatriement des réfugiés et gérer le difficile problème des déplacements internes. Le Mémoire d'intention signé par le HCR et le Gouvernement colombien en ce qui concerne la coopération dans le domaine de la lutte contre les déplacements forcés a permis d'éviter que ce problème ne s'étende au-delà des frontières du pays. Les accords tripartites, comme celui conclu par la Colombie, l'Équateur et le HCR, se sont également avérés d'une grande utilité. Au niveau interne, la stratégie nationale mise en œuvre par le Gouvernement s'appuie notamment sur le Réseau de solidarité sociale, organe public créé dans le but de répondre aux besoins urgents des groupes les plus vulnérables.

50. M. BOUAH-KAMON (Côte d'Ivoire) s'associe à la déclaration faite par le représentant de l'Algérie au nom du Groupe africain. La Côte d'Ivoire est secouée depuis plus d'un an par une grave crise militaro-politique née d'une tentative de coup d'état muée en rébellion armée. Celle-ci s'est accompagnée de la plus grave crise humanitaire de l'histoire du pays et d'importants mouvements de personnes déplacées et de réfugiés. Le Gouvernement de réconciliation nationale mis en place sous l'impulsion de la France s'efforce à présent de procéder au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration des anciens combattants. Sur le plan humanitaire, la situation demeure précaire. À l'exception du Haut-Commissariat pour les réfugiés et du Programme alimentaire mondial, rares sont les donateurs qui ont répondu aux appels consolidés lancés par l'Envoyée spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour la crise en Côte d'Ivoire. Sur le terrain, le personnel humanitaire n'est pas en mesure de répondre aux besoins de la population. Aussi le Gouvernement ivoirien fonde-t-il tous ses espoirs dans la capacité du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) à convaincre les bailleurs de fonds de financer l'appel consolidé dit «Cap 2004».

51. De mai à août 2003, la Côte d'Ivoire a accueilli environ 50 000 nouveaux réfugiés libériens, ce qui porte le nombre total de réfugiés dans le pays à près de 100 000. Malgré la crise, le Gouvernement s'est efforcé de respecter ses engagements internationaux, notamment en matière de protection des réfugiés. Il a pris des mesures pour faciliter la réinstallation, préserver le caractère civil des lieux d'accueil, sensibiliser l'opinion au problème des réfugiés, finaliser la loi sur l'asile et la soumettre au Parlement, procéder à l'enregistrement systématique des réfugiés et assurer leur protection, promouvoir la mise en œuvre du Programme d'intégration scolaire des enfants réfugiés dans le système éducatif ivoirien et du Programme de réhabilitation de la zone

d'accueil des réfugiés, et faciliter l'opération de réinstallation de plus de 6 000 réfugiés aux États-Unis d'Amérique et d'une centaine d'entre eux en Suède.

52. Soucieux de rechercher des solutions durables, le Gouvernement ivoirien s'est employé à favoriser l'autosuffisance des réfugiés. Plus de 90 % d'entre eux vivent dans des familles et non dans des camps, tout comme la plupart des personnes déplacées à l'intérieur du pays. Ils ne bénéficient donc pas d'une assistance matérielle directe des organisations humanitaires mais plutôt d'un soutien socioéconomique des communautés hôtes, elles-mêmes très appauvries par la crise. Afin d'éviter les tensions pouvant découler de cette situation, le Gouvernement espère recevoir l'appui financier du HCR et de la communauté des donateurs pour pouvoir aider à la prise en charge des personnes ainsi accueillies. Il demande par ailleurs au HCR de s'impliquer davantage dans le rapatriement des réfugiés ivoiriens, essentiellement depuis la Guinée et le Libéria.

53. M. STEINER (Allemagne) dit que sa délégation s'associe à la déclaration faite par le représentant de l'Italie au nom de l'Union européenne. Le Gouvernement allemand, qui a participé activement aux consultations tenues dans le cadre de l'initiative «HCR 2004», approuve les propositions faites par le Haut-Commissaire et attend avec intérêt la suite de ces travaux. En dépit de graves difficultés budgétaires, il a augmenté de façon substantielle le montant de ses contributions aux activités du HCR.

54. Il y a tout lieu de se féliciter du déroulement du programme de rapatriement librement consenti en Afghanistan, qui est l'un des plus vastes jamais entrepris. Entre septembre 2001 et décembre 2003, l'Allemagne aura versé au total quelque 250 millions d'euros pour financer les projets de reconstruction et les activités humanitaires dans ce pays. Le Gouvernement allemand a par ailleurs fourni l'un des plus gros contingents à la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS). Il prend également part à la création et la formation d'une force de police afghane et à la reconstruction du système éducatif national ainsi qu'aux activités visant à renforcer la société civile et à améliorer les infrastructures du pays. Par de telles mesures, il entend contribuer à résoudre les problèmes susceptibles d'engendrer des situations de réfugiés. Il s'agit là d'une entreprise de longue haleine, que la communauté internationale doit absolument mener à terme, sans quoi les problèmes ne feraient que renaître et s'envenimer. Bien que des progrès importants aient été accomplis, ceux-ci ont concerné principalement Kaboul et ses environs. La communauté internationale doit à présent étendre ses activités à toutes les régions afin notamment de favoriser la tenue d'élections libres et régulières dans tout le pays.

55. Le Gouvernement allemand appuiera toutes les propositions visant à renforcer le rôle de l'ONU en Iraq et à rétablir la souveraineté de l'Iraq. Il entend consacrer 50 millions d'euros à l'aide humanitaire dans ce pays et prendre part au processus de reconstruction civil, à condition que les opérations se déroulent en toute transparence, sous contrôle international. Il a par ailleurs répondu à l'appel spécial pour l'Afrique lancé par le Haut-Commissaire, en versant des fonds pour le financement des secours d'urgence. Enfin, dans le but de contribuer à la recherche de solutions durables, il a identifié un certain nombre de pays dans lesquels il va entreprendre des projets concrets en collaboration avec le HCR.

56. M. WEERAKOON (Sri Lanka) dit que les dispositions de l'accord de paix signé en février 2002 par le Gouvernement sri-lankais et les Tigres de libération de l'Eelam tamoul sont progressivement mises en œuvre. Cet accord se distingue par la priorité donnée à la

situation humanitaire dans les régions touchées par le conflit, où sont exécutés des projets relatifs à la réinstallation des personnes déplacées, au déminage et à la reconstruction d'écoles, de centres de santé ou de routes. Le Gouvernement a également lancé un programme de développement économique à long terme pour favoriser le retour des réfugiés et des personnes déplacées. Aujourd'hui, grâce à l'appui du HCR, près de la moitié des 800 000 personnes déplacées à la suite du conflit sont rentrées chez elles. Il convient de continuer sur cette lancée et, à cet égard, le Gouvernement sri-lankais est déterminé à tout faire pour assurer le retour des réfugiés dans des conditions de sécurité et de dignité.

57. M. VICENTE CHIARADIA (Argentine) partage les préoccupations exprimées par le Haut-Commissaire au sujet des difficultés qu'il y a à concilier les interventions humanitaires et la nécessité d'assurer la sécurité du personnel sur le terrain. Il se félicite du lancement du processus «HCR 2004», notamment des volets relatifs à la promotion d'une action concertée des organisations humanitaires face aux situations d'urgence et à l'organisation de réunions ministérielles quinquennales pour renforcer le caractère multilatéral de l'assistance aux réfugiés. Il salue également la récente publication des directives révisées sur la prévention et la répression de la violence sexuelle et sexiste contre les réfugiées et l'adoption de mesures administratives visant à réduire le nombre de fonctionnaires en attente d'une affectation. Abordant la situation particulière de l'Amérique latine, M. Vicente Chiaradia précise que le nombre des réfugiés et des personnes déplacées a augmenté ces dernières années et que, face à cette situation, le Gouvernement argentin et les ONG ont entrepris de renforcer les principes de la Convention de 1951, la priorité étant donnée à l'intégration locale comme principale solution durable. Enfin, il est convaincu que la récente prise de fonctions à Buenos Aires de la Représentante régionale du HCR en Amérique latine permettra de renforcer la coopération entre cette organisation et l'Argentine.

58. M. BOGUNOVIC (Observateur de la Slovénie) dit que sa délégation s'associe à la déclaration faite par le représentant de l'Italie au nom de l'Union européenne. Il tient à saluer le dévouement dont continuent à faire preuve les agents humanitaires dans les situations les plus difficiles, notamment en Afrique de l'Ouest, en Afghanistan et en Iraq. Quant à la communauté internationale, elle se doit de créer les conditions politiques et financières nécessaires à l'efficacité des interventions humanitaires. Convaincue que les objectifs énoncés dans l'Agenda pour la protection ne peuvent être atteints que grâce à une démarche multilatérale, la Slovénie accueille avec satisfaction les mesures proposées dans le cadre du processus «HCR 2004». En effet, l'intensification de la coopération avec les pays d'origine, de transit ou de destination est tout aussi importante que l'institution de partenariats stratégiques avec les organisations internationales et non gouvernementales. En tant que futur membre de l'Union européenne, la Slovénie suit attentivement le débat sur les questions relatives aux migrations et à l'asile et se félicite que le Haut-Commissaire ait élaboré une proposition détaillée, dans laquelle est prise en compte la dimension mondiale de la protection des réfugiés.

59. U MAUNG AUNG (Observateur du Myanmar) dit que son pays connaît divers problèmes liés aux réfugiés et aux migrants, que le Gouvernement du Myanmar a choisi de résoudre en coopérant avec les pays voisins et en mettant en œuvre des programmes de développement durable dans les régions les plus touchées. C'est ainsi que dans l'État de Rakhine, où le HCR intervient activement, le Gouvernement a lancé de nombreux projets destinés à améliorer le niveau de vie de la population. Ces projets portent sur la construction d'établissements d'enseignement primaire, secondaire et supérieur, la création d'hôpitaux et la mise en place

d'infrastructures routières. En ce qui concerne le rapatriement des ressortissants du Myanmar en situation irrégulière au Bangladesh, l'accord bilatéral conclu entre les gouvernements des deux pays a permis, avec le concours du HCR, le rapatriement de 46 790 familles, soit 235 659 personnes, et la distribution d'aides au retour d'un montant de 5 663 058 dollars des États-Unis. Le Gouvernement du Myanmar espère qu'avec le concours de la communauté internationale, ce programme de rapatriement sera bientôt mené à terme.

60. M. da ROCHA PARANHOS (Brésil) dit que les récentes attaques contre le personnel de l'ONU à Bagdad montrent à quel point il est devenu urgent de réfléchir à la nécessité de concilier l'aide humanitaire et les exigences de sécurité sur le terrain. Par ailleurs, la délégation brésilienne se félicite de la récente publication de nouvelles directives visant à mieux protéger les femmes et les filles réfugiées contre la violence et prie le HCR de rendre compte régulièrement au Comité exécutif de l'état d'avancement de leur application. Parmi les différentes initiatives mises au point par le HCR au cours des dernières années, le Brésil note avec intérêt celles qui permettent aux réfugiés et aux membres des communautés d'accueil d'élaborer des microprojets et de les présenter pour financement. Tout aussi intéressante est l'initiative visant à resserrer la coopération et la coordination entre les organismes humanitaires ainsi qu'entre ceux-ci et les organisations intergouvernementales ou non gouvernementales. Cette coordination permet d'optimiser l'utilisation des ressources matérielles ou humaines et, surtout, de rendre plus efficace l'action sur le terrain.

61. M^{me} VEGH (Hongrie) dit que son pays, dans le cadre de la préparation de l'adhésion à l'Union européenne, a profondément réformé non seulement ses institutions politiques et économiques mais également le cadre institutionnel et juridique de la politique d'asile. Ces réformes sont d'autant plus importantes qu'aujourd'hui les États d'Europe centrale et orientale sont des pays non plus de transit mais de destination de nombreux migrants en provenance d'Asie, du Moyen-Orient et de l'Afrique de l'Est. Face à cette évolution, la Hongrie a décidé d'accélérer les pourparlers bilatéraux et multilatéraux visant à trouver des solutions concrètes au sein de la région et de promouvoir des actions communes axées sur le rapatriement volontaire des réfugiés. Avec le concours du HCR, la Hongrie a ouvert le premier et seul foyer d'accueil de mineurs non accompagnés en Europe centrale et orientale. Cette institution est gérée par une organisation non gouvernementale, avec le concours financier et sous le contrôle du Service de l'immigration et de la naturalisation. Conscient du rôle important du HCR dans le maintien de la paix dans le monde, le Gouvernement hongrois étudie la possibilité d'accroître ses contributions financières à cette organisation.

La séance est levée à 13 heures.
